

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1951 No. 21

Overgelegd aan de Staten-Generaal door de Minister
van Buitenlandse Zaken

A. TITEL

Aanvullend Accoord ter uitvoering van het Verdrag van 7 November 1949 betreffende sociale en medische bijstand verleend door de landen, welke partij zijn bij het Verdrag van Brussel (Nederland, België, Frankrijk, Groot-Britannië en Noord-Ierland, Luxemburg), met bijlagen; Brussel, 17 April 1950

B. TEKST

**Accord Complémentaire pour l'exécution de la Convention d'Assistance
Sociale et Médicale, signée le 7 novembre 1949, entre les Parties
Contractantes du Traité de Bruxelles**

Les Gouvernements de la Belgique, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

Parties au Traité de Bruxelles, signé le 17 mars 1948;

Désireux de donner effet à l'Article 9 de la Convention d'Assistance Sociale et Médicale signée à Paris le 7 novembre 1949 (dénommée ci-après „la Convention”);

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

(a) En application de l'Article 1er de la Convention, les ressortissants des Parties Contractantes, privés de ressources suffisantes et résidant en séjour régulier sur le territoire de l'une d'elles, peuvent bénéficier des législations médicales et sociales concernant l'assistance, notamment l'assistance:

- aux malades tant physiques que mentaux,
- aux vieillards,
- aux infirmes ou incurables,
- aux femmes enceintes, en couches, ou allaitant leurs enfants, à l'enfance.

(b) Les législations concernant cette assistance, qui sont actuellement en vigueur dans les territoires de chacune des Parties Contractantes, sont énumérées à l'Annexe I.

Article 2

(a) Les termes „ressortissants et assimilés” employés par la Convention visent, en ce qui concerne chacune des Parties Contractantes, les personnes traitées par elle-même comme telles, au regard de sa législation d'assistance et qui sont énumérées à l'Annexe II.

(b) La preuve de la nationalité de l'intéressé est administrée selon les règles prévues en la matière par la législation de son pays d'origine.

Article 3

(a) Le séjour d'un ressortissant étranger sur le territoire de l'une des Parties Contractantes est régulier au sens de la Convention, à

Supplementary Agreement to give effect to the Convention on Social and Medical Assistance signed on 7th November, 1949, between the Parties to the Brussels Treaty

The Governments of Belgium, France, Luxembourg, the Netherlands and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;

Being parties to the Treaty of Brussels signed on the 17th March, 1948;

Desiring to give effect to Article 9 of the Convention on Social and Medical Assistance signed at Paris on the 7th November, 1949 (hereinafter referred to as "the Convention");

Have agreed as follows:

Article 1

(a) In accordance with Article 1 of the Convention, nationals of the Contracting Parties who are without sufficient means and who are lawfully residing in the territories of any of the above Parties may benefit by the medical and social legislation concerning assistance, in particular assistance to:

the sick in mind or body,

the old,

the infirm or incurable,

women during pregnancy, confinement or the nursing period,
children.

(b) The legislative measures regarding such assistance which are in force at the present time in the territories of each of the Contracting Parties are set out in Annex I.

Article 2

(a) The term "nationals and persons treated as nationals" used in the Convention means, in relation to any Contracting Party, the persons treated by it as such for the purpose of its assistance legislation. These persons are listed in Annex II.

(b) Proof of the nationality of the person concerned shall be determined according to the regulations on this matter prescribed by the legislation of his country of origin.

Article 3

(a) Residence by an alien in the territory of any of the Contracting Parties shall be considered lawful within the meaning of the Con-

compter de la délivrance de la première autorisation de séjour, même si celle-ci est provisoire, sur ce territoire. Le séjour est réputé irrégulier à dater de toute décision d'éloignement prise à l'encontre de l'intéressé, sauf s'il est sursis à l'exécution de cette mesure.

(b) Le défaut de renouvellement de l'autorisation, s'il est dû à l'inadvertance de l'intéressé, n'entraîne la perte du bénéfice de l'assistance que dans le cas où les autorités compétentes du pays de résidence estimeraient ne pas devoir tenir rétroactivement comme régulière la situation de l'intéressé.

(c) D'autre part, la possession régulière d'un document constatant la délivrance d'une autorisation de séjour sur le territoire de l'une des Parties Contractantes ne peut être opposée à celle-ci pour éviter le rapatriement si la résidence du ressortissant étranger sur le dit territoire n'y est pas habituelle, effective et continue.

Article 4

La date de départ du délai de résidence fixé à cinq ou dix ans par l'Article 4 de la Convention est déterminée dans chaque pays, sauf preuve contraire, soit par des preuves résultant d'enquêtes administratives, soit par des documents considérés par la loi nationale comme faisant foi de la résidence, et qui sont énumérés à l'Annexe III.

Article 5

La résidence devant être continue, cette continuité est attestée par tous moyens de preuves en usage dans le pays de résidence et notamment par l'exercice d'une activité professionnelle, la production de quittances de loyer, etc.

Article 6

La résidence continue n'exclut pas certaines absences, à condition que celles-ci soient:

- de courte durée,
- peu fréquentes,
- dépourvues chez l'intéressé de l'intention de fixer son principal établissement sur le territoire visité.

Article 7

Dans le cas où l'intéressé aurait effectué des séjours successifs sur le territoire de la Partie Contractante à laquelle il demande assistance, la date de départ du délai de résidence fixé par l'Article 4 de la Convention est celle du début de son dernier séjour sur ce territoire.

vention as from the issue of the first permit to reside in the said territory, even if such permit is of temporary validity. Residence shall be considered unlawful from the date of any deportation order made out against the person concerned, unless a stay of execution is granted.

(b) Failure to renew the residence permit, if due to the inadvertence of the person concerned, will not cause him to cease to be entitled to assistance except where the competent authorities of the country of residence do not consider that the residence of the person concerned should be treated retrospectively as lawful.

(c) Conversely, the lawful possession of a document certifying the issue of a permit to reside in the territory of any of the Contracting Parties will not avail to prevent repatriation unless the alien has in fact fulfilled the condition of habitual and continuous residence in the said territory.

Article 4

The commencing date of the period of five or ten years residence laid down in Article 4 of the Convention shall in each country be established, in the absence of evidence to the contrary, on the basis of evidence supplied by official investigation or by documents recognised by the law of the country as affording proof of residence. These documents are listed in Annex III.

Article 5

Since residence must be continuous, proof of this continuity may be shown by the production of any evidence acceptable in the country of residence and in particular by proof of occupational activity, the production of rent receipts, etc.

Article 6

Residence shall be regarded as continuous, notwithstanding periods of absence which are:

- of short duration,
- occasional,
- undertaken without any intention by the person concerned to settle down in the country he is visiting.

Article 7

Where the person concerned has resided at intervals in the territory of the Contracting Party from which he is claiming assistance, the date of commencement of residence as laid down in Article 4 of the Convention will be the date when the person concerned last took up residence in the said territory.

Article 8

N'entrent pas dans le calcul de la durée de résidence les périodes au cours desquelles des prestations d'assistance imputées sur les fonds publics en application des textes énumérés à l'Annexe I ont été perçues par l'intéressé, à l'exception des soins médicaux pour maladies aiguës ou des soins de courte durée.

Article 9

Les autorités consulaires des Parties Contractantes communiqueront aux autorités administratives qualifiées tous renseignements jugés propres à faciliter les enquêtes et à établir les preuves visées dans le présent Accord.

Article 10

Les Parties Contractantes s'engagent à se prêter leurs bons offices en vue de faciliter le remboursement des frais d'assistance par les personnes obligées légalement de pourvoir à l'entretien de l'assisté et en mesure d'y subvenir en tout ou en partie.

Article 11

(a) Les Parties Contractantes entendent ne recourir au rapatriement qu'avec une grande modération et seulement lorsqu'aucune raison d'humanité n'y fait obstacle.

(b) Il sera tenu compte notamment des liens de famille de l'intéressé, ainsi que des attaches étroites qui pourraient le lier au pays de résidence.

(c) Dans le même esprit, les Parties Contractantes admettent que le rapatriement s'étend au conjoint et aux enfants de l'assisté.

Article 12

(a) La Partie Contractante requise d'accepter le rapatriement d'un assisté ne peut s'y refuser motif pris qu'il n'est pas son ressortissant, si l'assisté est en possession: soit d'un passeport national, délivré par une autorité administrative de cette Partie, soit d'un certificat d'immatriculation délivré par un de ses agents diplomatiques ou consulaires et spécifiant que le titulaire est ressortissant de ladite Partie Contractante.

(b) A défaut de telles pièces et si l'État d'origine de l'assisté ne le reconnaît pas comme son ressortissant, cet État doit fournir des justifications nécessaires à l'État de résidence dans un délai de trente jours.

Article 8

There shall be excluded in the calculation of length of residence periods during which the person concerned has been in receipt of assistance from public monies as laid down in the legislative measures mentioned in Annex I, except in the case of medical treatment for acute illness or short-term medical treatment.

Article 9

Consular Officials of the Contracting Parties shall make available to the responsible administrative bodies any information deemed suitable to facilitate enquiries and to establish the evidence required for the purposes of the present Agreement.

Article 10

The Contracting Parties undertake to help each other to recover the cost of assistance payments from persons who are legally liable to contribute towards the cost of maintenance of the assisted person, and who are in a position to do so, in whole or in part.

Article 11

(a) The Contracting Parties agree not to have recourse to repatriation except in the greatest moderation and then only in those cases where there is no objection on humanitarian grounds.

(b) Particular consideration will be given to the family ties and to close associations which may bind the interested person to the country of residence.

(c) In the same spirit, the Contracting Parties agree that repatriation should cover the husband or wife and children of the assisted person.

Article 12

(a) The Contracting Party which is requested to accept the repatriation of an assisted person may not refuse to do so on the grounds that nationality is not established, if the assisted person has in his possession either a passport of the nationality concerned issued to him by an administrative authority of that Party, or a certificate of registration issued to him by a diplomatic or consular agent of that Party which states specifically that the bearer is a national of the said Contracting Party.

(b) In the absence of such evidence, and if the country of origin does not acknowledge that the assisted person is a national of that country, the grounds of disclaimer must be forwarded to the country of residence within thirty days.

Article 13

(a) Quand le rapatriement est décidé, les autorités diplomatiques ou consulaires de l'État d'origine sont avisées — si possible trois semaines à l'avance — du rapatriement de leur ressortissant.

(b) Les autorités du ou des pays de transit en sont informées par les autorités de l'État d'origine.

(c) L'avis de rapatriement dont un modèle figure à l'Annexe IV ~~indique~~ le jour, l'heure et le lieu de la remise de l'assisté, le nombre ~~de personnes~~ nécessaires pour l'accompagner, ainsi que les conditions ~~de transport~~ exigées par son état de santé.

(d) La désignation des lieux de remise fait l'objet d'ententes entre les autorités compétentes du pays de résidence et du pays d'origine.

Article 14

(a) L'administration compétente de l'État de résidence et les autorités diplomatiques et consulaires de l'État d'origine correspondent directement pour l'exécution des dispositions prévues dans la Convention et dans le présent Accord.

(b) Les administrations centrales compétentes peuvent également correspondre directement entre elles pour l'exécution du présent Accord.

Article 15

Les Parties Contractantes se communiqueront par la voie diplomatique et feront connaître au Secrétaire Général de la Commission Permanente du Traité de Bruxelles toute modification aux dispositions internes de nature à affecter les Annexes I, II et III qui traduisent l'état actuel de la législation et de la réglementation en vigueur.

Article 16

Tout différend venant à s'élever entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord est résolu conformément à la procédure prévue à l'Article 10 de la Convention.

Article 17

Le présent Accord entre en vigueur en ce qui concerne chaque Partie Contractante à la même date que la Convention et restera en vigueur pour la même durée.

Article 18

Les Parties Contractantes peuvent par des ententes bilatérales établir des dispositions transitoires pour les cas d'assistance accordée

Article 13

(a) When repatriation is decided upon, the diplomatic or consular authorities of the country of origin will be advised (if possible three weeks in advance) of the repatriation of their national.

(b) The authorities of the country of origin will duly inform the authorities of the country, or countries, of transit.

(c) The Notice of Repatriation (form attached at Annex IV) will state the day, the time, and the place where the assisted person will be handed over, the strength of the escort necessary, and the means of transport necessitated by his state of health.

(d) The centres for handing over such persons will be decided by arrangements between the competent authorities of the country of residence and the country of origin.

Article 14

(a) The competent administrative authorities of the country of residence and the diplomatic and consular authorities of the country of origin may enter into direct correspondence for the purpose of carrying out the provisions of the Convention and of the present Agreement.

(b) The competent central administrative authorities may also correspond direct with one another in the application of the present Agreement.

Article 15

The Contracting Parties will notify each other, through the diplomatic channel, and will also inform the Secretary-General of the Brussels Treaty Permanent Commission, of any subsequent amendment to internal legislative measures affecting Annexes I, II and III which show the laws and regulations in force.

Article 16

Any disagreement between two or more of the Contracting Parties arising out of the interpretation or implementation of the present Agreement shall be resolved in accordance with the procedure laid down in Article 10 of the Convention.

Article 17

The present Agreement shall, with respect to each Contracting Party, enter into force on the same date and remain in force for the same period as the Convention.

Article 18

The Contracting Parties may, by bilateral arrangement, take interim measures to deal with cases in which assistance was granted prior

antérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention et du présent Accord.

Article 19

Les Gouvernements de la Belgique, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas, prendront les dispositions nécessaires pour abroger à la date d'entrée en vigueur de la Convention:

la Convention d'Assistance Réciproque, signée le 30 novembre 1921, entre la Belgique et la France;

la Convention d'Assistance Réciproque, signée le 4 janvier 1923, entre la France et le Luxembourg;

la Convention d'Assistance Réciproque, signée le 17 juillet 1923, entre la Belgique et le Luxembourg;

la Convention d'Assistance Réciproque, signée le 15 mai 1936, entre la Belgique et les Pays-Bas.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Bruxelles, le 17 avril 1950, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aux archives du Secrétariat Général de la Commission Permanente du Traité de Bruxelles et dont copie certifiée conforme sera transmise par le Secrétaire Général à chacun des Gouvernements signataires.

Pour le Gouvernement Belge:

(s.) PAUL VAN ZEELAND.

Pour le Gouvernement de la République Française:

(s.) SCHUMAN.

Pour le Gouvernement Luxembourgeois:

(s.) JOS. BECH.

Pour le Gouvernement Royal Néerlandais:

(s.) STIKKER.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

(s.) E. SHINWELL.

to the entry into force of the Convention and of the present Agreement.

Article 19

The Governments of Belgium, France, Luxembourg and the Netherlands will take the necessary measures to repeal, on the date on which the Convention enters into force:

the Reciprocal Assistance Convention, signed on 30th November, 1921, between Belgium and France;

the Reciprocal Assistance Convention, signed on 4th January, 1923, between France and Luxembourg;

the Reciprocal Assistance Convention, signed on 17th July, 1923, between Belgium and Luxembourg;

the Reciprocal Assistance Convention, signed on 15th May, 1936, between Belgium and the Netherlands.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done at Brussels, this 17th day of April, 1950, in English and French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Secretariat-General of the Brussels Treaty Permanent Commission and of which a certified copy shall be transmitted by the Secretary-General to each of the signatory Governments.

For the Government of Belgium:

(s.) PAUL VAN ZEELAND.

For the Government of the French Republic:

(s.) SCHUMAN.

For the Government of Luxembourg:

(s.) JOS. BECH.

For the Royal Netherlands Government:

(s.) STIKKER.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) E. SHINWELL.

Liste des législations d'assistance visées à l'Article 1er

Belgique

Loi du 27 novembre 1891 sur l'Assistance Publique, modifiée par les lois des 14 juin 1920 et 8 juin 1945.

France

Loi du 15 juillet 1893 (Assistance médicale gratuite).

Ordonnance du 31 octobre 1945 (Lutte antituberculeuse).

Loi du 30 juin 1838 (Assistance aux aliénés).

Loi du 14 juillet 1905 (Assistance aux vieillards, infirmes et incurables).

Loi du 2 août 1949 (Assistance aux aveugles et grands infirmes dans sa partie concernant l'Assistance et la Rééducation).

Décret du 29 juillet 1939 modifié (Assistance à la Famille).

Loi du 15 avril 1943 sur l'Assistance à l'Enfance.

Luxembourg

Loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours.

Loi du 7 août 1923 ayant pour objet de rendre obligatoire l'instruction des aveugles et des sourds-muets.

Pays-Bas

Loi du 27 avril 1912 sur les indigents.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

1. *Grande-Bretagne*

National Assistance Act, 1948.

National Health Service Acts 1946 et 1949.

National Health Service (Scotland) Acts 1947 et 1949.

2. *Irlande du Nord*

National Assistance Act (Northern Ireland) 1948.

Welfare Service Act (Northern Ireland) 1949.

Health Services Act (Northern Ireland) 1948.

Mental Health Act (Northern Ireland) 1948.

Public Health (Tuberculosis) Act (Northern Ireland) 1946.

**List of legislative measures regarding assistance
referred to in Article 1**

Belgium

Law of 27th November, 1891, concerning Public Assistance, amended by the laws dated 14th June, 1920, and 8th June, 1945.

France

Law of 15th July, 1893 (Free Medical Assistance).

Regulation of 31st October, 1945 (Anti-Tuberculosis Campaign).

Law of 30th June, 1838 (Assistance for the Insane).

Law of 14th July, 1905 (Assistance for the old, the infirm and the incurable).

Law of 2nd August, 1949 (Assistance for the blind and the seriously disabled in the part dealing with assistance and retraining).

Decree of 29th July, 1939, as amended (Assistance to Families).

Law of 14th April, 1943 (Assistance for young children).

Luxembourg

Law of 28th May, 1897, about settlement („sur le domicile de secours”).

Law of 7th August, 1923, rendering compulsory the training of the blind and the deaf and dumb.

Netherlands

Law of 27th April, 1912, concerning distressed persons.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

1. *Great Britain*

National Assistance Act, 1948.

National Health Service Acts, 1946 and 1949.

National Health Service (Scotland) Acts, 1947 and 1949.

2. *Northern Ireland*

National Assistance Act (Northern Ireland) 1948.

Welfare Service Act (Northern Ireland) 1949.

Health Services Act (Northern Ireland) 1948.

Mental Health Act (Northern Ireland) 1948.

Public Health (Tuberculosis) Act (Northern Ireland) 1946.

**Liste des personnes traitées comme „ressortissants et assimilés”
au sens de la Convention**

Belgique

Ressortissants de la Belgique et du Congo Belge.

France

Ressortissants de la France métropolitaine, des départements d'Algérie et des départements et territoires d'Outre-Mer („de nationalité française”).

Luxembourg

Personnes „de nationalité luxembourgeoise”.

Pays-Bas

Personnes de „nationalité néerlandaise”.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Citoyens du Royaume-Uni et de ses colonies.

NOTA. Les termes placés entre guillemets sont ceux qui figurent sur les passeports, etc.

ANNEXE III

Liste des documents faisant foi de la résidence, visés à l'Article 4

Belgique

La carte d'identité d'étranger ou l'extrait du registre d'inscription des étrangers ou du registre d'inscription de la population.

France

La carte de séjour d'étranger.

Luxembourg

La carte d'identité d'étranger.

ANNEX II

List of persons regarded as „nationals or persons treated as nationals” within the meaning of the Convention

Belgium

Nationals of Belgium and of the Belgian Congo.

France

Nationals of Metropolitan France, of the Départements of Algeria and of the Overseas Départements and Territories („De nationalité française”).

Luxembourg

Persons having Luxembourg nationality („De nationalité luxembourgeoise”).

Netherlands

Persons having Netherlands nationality („Netherlands nationality”).

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Citizens of the United Kingdom and Colonies.

NOTE. Terms placed in inverted commas reproduce the wording used on passports, etc.

ANNEX III

List of documents recognised as affording proof of residence, referred to in Article 4

Belgium

Alien's Identity Card, or extract from the Register of Aliens, or from the Population Register.

France

Alien's „carte de séjour”.

Luxembourg

Alien's Identity Card.

Pays-Bas

Extrait du registre d'inscription des étrangers ou du registre d'inscription de la population.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Extrait des registres du Bureau Central des Etrangers (Central Register of Aliens) ou inscription apposée sur le passeport ou autre titre de voyage de l'étranger.

ANNEXE IV (a)

Avis de Rapatriement

(Cet Avis prévu à l'Article 13 de l'Accord Complémentaire pour l'exécution de la Convention d'Assistance Sociale et Médicale, signée le 7 novembre 1949, entre les Cinq Pays signataires du Traité de Bruxelles, doit parvenir si possible aux autorités diplomatiques ou consulaires du pays d'origine *trois semaines* avant la date fixée pour le rapatriement.)

1. Nom et prénoms de l'assisté:
2. Date de naissance de l'assisté:
3. Lieu de naissance:
4. Pays d'origine:
5. Adresse actuelle de l'assisté:
6. Noms des parents:
7. Lieu et date de naissance des père et mère de l'assisté:

8. Etat civil (célibataire, marié ou divorcé):
9. Si l'assisté est marié: lieu et date du mariage et éventuellement du divorce:
10. Nom et prénoms du conjoint:
11. Lieu et date de naissance du conjoint:
12. Enfants, noms, dates et lieux de naissance:
13. Pièces établissant la nationalité de l'assisté (passeport No. délivré à le par ou certificat d'immatriculation):

Netherlands

Extract from the Register of Aliens or from the Population Register.

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Extract from record in the Central Register of Aliens or endorsement in the passport or travel document of Aliens.

 ANNEX IV (a)
Notice of Repatriation

(This Notice provided for in Article 13 of the Supplementary Agreement to give effect to the Convention on Social and Medical Assistance signed on 7th November, 1949, by the five countries signatory to the Brussels Treaty must, if possible, reach the diplomatic or consular authorities of the country of origin *three weeks* before the date fixed for the repatriation.)

1. Surname and Christian names of the assisted person:
2. Date of birth of the assisted person:
3. Place of birth:
4. Country of origin:
5. Present address of assisted person:
6. Names of parents:
7. Place and date of birth of father and mother of the assisted person:
8. Civil status (unmarried, married or divorced):
9. If the assisted person is married: place and date of marriage and, if later divorced, of the divorce:
10. Name and Christian names of husband (or wife):
11. Place and date of birth of husband (or wife):
12. Children: names, dates and places of birth:
13. Documents establishing the nationality of the assisted person (passport No., issued at on by or certificate of registration):

14. L'assisté séjourne dans le pays de résidence depuis: ⁽¹⁾
15. Nature de l'assistance dont bénéficie l'intéressé: ⁽²⁾
16. Montant de l'assistance (secours mensuel à domicile ou prix de journée dans un établissement hospitalier):
17. Conditions matérielles dans lesquelles l'assisté doit voyager
(assis
(couché
(assisté de infirmiers
18. Indiquer jour, heure et lieu de remise de l'assisté:
19. Le rapatriement s'étend-il, le cas échéant, au conjoint et aux enfants de l'assisté? Dans l'affirmative, indiquer le nombre de personnes à rapatrier:
20. Renseignements sur la situation de fortune de l'assisté et des personnes tenues vis-à-vis de lui à la dette alimentaire:
21. Bref exposé sur les motifs du rapatriement:
22. L'intéressé a-t-il donné son accord au rapatriement?:
23. L'intéressé n'a-t-il pas d'attaches familiales dans le pays de résidence?:

A le

(Sceau et signature de l'Autorité requérante)

¹⁾ La résidence doit être inférieure à 5 ans si l'assisté est entré dans le pays de résidence avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans, à 10 ans s'il y est entré après avoir atteint cet âge. En ce qui concerne les enfants mineurs de 16 ans, il suffira que le père, la mère, le tuteur de l'enfant ou la personne qui en a la charge remplisse ces conditions de séjour.

²⁾ S'il s'agit d'un malade (en hôpital, en sanatorium, en hôpital psychiatrique) d'un infirme ou d'un incurable, joindre un certificat médical détaillé indiquant si l'assisté est transportable, la nature de la maladie et sa durée approximative.

14. The assisted person has been living in the country of residence since: ⁽¹⁾
15. Nature of the assistance granted to the assisted person: ⁽²⁾
16. Amount of assistance granted (monthly allowance in the home or daily cost at a hospital or similar institution):
17. Material conditions in which the assisted person must travel
(sitting
(lying down
(accompanied by nurses
18. State the day, time and place of handing over of the assisted person:
19. Does repatriation apply to the husband (or wife) and children of the assisted person? If so, state the number of persons to be repatriated:
20. Information about the financial resources of the assisted person and the persons obliged to supply him with sustenance:
21. Brief statement of reasons for repatriation:
22. Has the assisted person given his consent?:
23. Has the assisted person any family connections in the country?:

At on

(Seal and signature of Authority
requesting repatriation)

¹⁾ The period of residence must be less than 5 years if the assisted person entered the country of residence before reaching the age of 55, and less than 10 years if he entered it after reaching this age. In the case of minors under 16, it will be sufficient if the father, mother, guardian or person in charge of the child fulfils these conditions of residence.

²⁾ In the case of a sick person (in hospital, sanatorium, psychiatric hospital) or an infirm or incurable person, a detailed medical certificate should be attached, stating whether the assisted person can be moved, the nature of his illness and its probable duration.

Avis de Passage d'un Indigent

(à remplir par les autorités du pays d'origine, chargées de l'adresser aux autorités du pays de transit)

(Cet Avis prévu à l'Article 13 de l'Accord Complémentaire pour l'exécution de la Convention d'Assistance Sociale et Médicale, signée le 7 novembre 1949, entre les Cinq Pays signataires du Traité de Bruxelles doit parvenir si possible aux autorités diplomatiques ou consulaires du pays de transit *une semaine* avant la date fixée pour le passage du rapatrié.)

1. Nom et prénoms de l'assisté:
2. Date de naissance de l'assisté:
3. Venant de:
4. Allant à:
5. Etat de santé de l'assisté:
(malade physique
(malade mental
(tuberculeux ⁽¹⁾)
6. Conditions matérielles dans lesquelles l'assisté doit voyager:
(assis
(couché
(assisté de infirmiers ⁽¹⁾)

Si l'assisté est rapatrié accompagné de son conjoint, indiquer:

7. Nom et prénoms du conjoint:
8. Lieu et date de naissance du conjoint:

Si l'assisté est accompagné de ses enfants, indiquer:

9. Noms, prénoms, dates et lieux de naissance des enfants présents:
10. Pièces établissant la nationalité de l'assisté (passeport No.
délivré à le par
ou certificat d'immatriculation):
11. Indiquer jour, heure et lieu de remise de l'assisté:
A le
(Sceau et signature de l'autorité compétente
du pays d'origine)

¹⁾ Rayer les mentions inutiles.

ANNEX IV (b)

Notice of Transit of Indigent Person

(to be completed by the authorities of the country of origin and forwarded to the authorities of the transit countries)

(This Notice, provided for in Article 13 of the Supplementary Agreement to give effect to the Convention on Social and Medical Assistance signed on 7th November, 1949, by the five countries signatory to the Brussels Treaty, must, if possible, reach the diplomatic or consular authorities of the transit countries *one week* before the date fixed for the person being repatriated to cross the country in question.)

1. Surname and Christian names of the assisted person:
2. Date of birth of the assisted person:
3. Coming from:
4. Going to:
5. State of health of the assisted person:
 - (physical illness
 - (mental illness
 - (tubercular ⁽¹⁾)
6. Material conditions in which the assisted person must travel:
 - (sitting
 - (lying down
 - (accompanied by nurses ⁽¹⁾)

If the assisted person is accompanied by husband or wife state:

7. Name and Christian names of husband (or wife):
8. Place and date of birth of husband (or wife):

If the assisted person is accompanied by his children state:

9. Surname and Christian names, dates and places of birth of the children in question:
10. Documents establishing the nationality of the assisted person (passport No. issued at on by or certificate of registration):
11. State the day, time and place of handing over the assisted person:

At on

(Seal and signature of the competent authority
of the country of origin)

¹⁾ Cross out words which do not apply.

Récépissé de l'Avis de Rapatriement

(à remplir par les autorités du pays d'origine et à retourner aux
autorités du pays de résidence)

Adressé par le Gouvernement

Au Gouvernement

Le

Concernant M.....

Qui sera remis le

En gare de à heure

Accompagné par (¹)

Assisté de (²)

Conditions matérielles dans lesquelles l'assisté doit voyager:
(assis
(couché
(assisté de infirmiers (³)

Fait à le

(Sceau et signature de l'autorité compétente
du pays d'origine)

¹) Conjoint et enfants.

²) Nombre éventuel d'infirmiers.

³) Rayer la mention inutile.

ANNEX IV (c)

Receipt of Notice of Repatriation

(to be completed by the authorities of the country of origin
and returned to the authorities of the country of residence)

Sent by Government
 To the Government
 On
 Concerning
 Who will be handed over on
 At the railway station at (time)
 Accompanied by (1)
 Assisted by (2)
 Material conditions in which the assisted person must travel:
 (sitting
 (lying down
 (accompanied by nurses (3)

Done at on

(Seal and signature of the competent authority
of the country of origin)

¹⁾ Husband, wife, children.

²⁾ Where necessary, number of nurses.

³⁾ Cross out words which do not apply.

C. VERTALING

Aanvullend Accoord ter uitvoering van het Verdrag, ondertekend op 7 November 1949, betreffende sociale en medische bijstand verleend door de landen welke Partij zijn bij het Verdrag van Brussel

De Regeringen van België, Frankrijk, Luxemburg, Nederland en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland;

Partij zijnde bij het Verdrag van Brussel, ondertekend op 17 Maart 1948;

Het wenselijk oordelende uitvoering te geven aan Artikel 9 van het Verdrag betreffende sociale en medische bijstand, ondertekend te Parijs op 7 November 1949 (hierna genoemd „het Verdrag”);

Zijn als volgt overeengekomen:

Artikel 1

(a) Overeenkomstig artikel 1 van het Verdrag is op onderdanen van de Verdragsluitende Partijen, die zonder voldoende middelen zijn en rehtens verblijf houden op het grondgebied van een der bovengenoemde Partijen, de medische en sociale wetgeving van toepassing voor zover deze regels inhoudt betreffende te verlenen bijstand in het bijzonder aan:

zieken (geestelijk zowel als lichamelijk),
 ouden van dagen,
 invaliden of ongeneeslijk zieken,
 vrouwen gedurende de zwangerschap of de bevalling, en zogende vrouwen,
 jonge kinderen.

(b) De wettelijke maatregelen betreffende deze bijstand welke op dit ogenblik van kracht zijn in de gebieden van elk der Verdragsluitende Partijen, zijn opgesomd in Bijlage I.

Artikel 2

(a) De term „onderdanen en daarmee gelijkgestelde personen”, gebezigd in het Verdrag, betekent met betrekking tot iedere Verdragsluitende Partij personen, die door haar als zodanig behandeld worden met het oog op haar wetgeving inzake bijstand. Deze personen zijn genoemd in Bijlage II.

(b) Het bewijs van de nationaliteit van de betrokken persoon zal worden geleverd overeenkomstig de regels hieromtrent gesteld door de wetgeving van het land van herkomst.

Artikel 3

(a) Het verblijf van een vreemdeling op het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen zal — in de zin van dit Verdrag — als

wettig worden beschouwd van het tijdstip van uitgifte van de eerste verblijfsvergunning op het genoemde grondgebied af, zelfs wanneer zulk een vergunning een tijdelijke geldigheidsduur heeft. Het verblijf zal als onwettig worden beschouwd van de datum waarop een bevel tot uitwijzing van de betrokken persoon is uitgevaardigd af, tenzij uitstel van executie is verleend.

(b) Wanneer door onachtzaamheid van de betrokken persoon verzuimd wordt de verblijfsvergunning te verlengen, zal dit geen verlies van aanspraak op bijstand tengevolge hebben, behalve wanneer de bevoegde instanties van het land waar hij woonachtig is niet van mening zijn, dat het verblijf van de betrokken persoon met terugwerkende kracht als wettig moet worden behandeld.

(c) Omgekeerd zal het wettig bezit van een bewijsstuk van uitgifte van een verblijfsvergunning voor het grondgebied van een der Verdragsluitende Partijen uitleiding niet kunnen verhinderen, tenzij de vreemdeling in feite aan de voorwaarde van geregeld en voortdurend verblijf in het genoemde gebied heeft voldaan.

Artikel 4

De begindatum van de verblijfsperiode van 5 of 10 jaar, bedoeld in Artikel 4 van het Verdrag, zal in ieder land worden vastgesteld — bij gebrek aan bewijs van het tegendeel — op basis van de bewijsvoering door officieel onderzoek of door middel van door de wetgeving van het land erkende bewijsstukken van verblijf. Deze stukken zijn opgesomd in Bijlage III.

Artikel 5

Aangezien het verblijf voortdurend moet zijn, kan het bewijs hiervan geleverd worden door het overleggen van elk voor het land van verblijf aanvaardbaar bewijsstuk en in het bijzonder het bewijs van beroepswerkzaamheden, het overleggen van huurkwitanties enz.

Artikel 6

Het verblijf zal als voortdurend worden beschouwd, ondanks perioden van afwezigheid, welke zijn:

van korte duur,

nu en dan voorkomend,

doorgebracht zonder enige bedoeling van de betrokken persoon zich te vestigen in het land, hetwelk hij bezoekt.

Artikel 7

Wanneer de betrokken persoon met tussenpozen op het grondgebied van de Verdragsluitende Partij, welke hij om bijstand ver-

zoekt, heeft verblijf gehouden, zal de begindatum van het verblijf overeenkomstig Artikel 4 van het Verdrag zijn de datum waarop de betrokken persoon zich laatstelijk op het genoemde grondgebied vestigde.

Artikel 8

De perioden gedurende welke de betrokken persoon bijstand heeft genoten uit publieke fondsen, ingevolge wettelijke maatregelen genoemd in Bijlage I, zullen bij de berekening van de duur van het verblijf worden uitgesloten, behalve in geval van medische behandeling voor acute ziekte of medische behandeling van korte duur.

Artikel 9

De consulaire autoriteiten van de Verdragsluitende Partijen zullen aan de verantwoordelijke administratieve organen alle inlichtingen verstrekken, welke voor de vergemakkelijking van het onderzoek en voor het leveren van het bewijs vereist voor de doeleinden van dit Accoord, geschikt kunnen worden geacht.

Artikel 10

De Verdragsluitende Partijen verplichten zich elkander hulp te verlenen bij de terugvordering van de kosten van bijstand van personen, die de wettelijke verplichting hebben en in staat zijn geheel of gedeeltelijk bij te dragen in de onderhoudskosten van de persoon, die bijstand geniet.

Artikel 11

(a) De Verdragsluitende Partijen komen overeen niet dan met de grootste gematigdheid tot uitleiding over te gaan en dan nog slechts in die gevallen, waartegen geen bezwaren bestaan uit humanitaire overwegingen.

(b) In het bijzonder zal worden rekening gehouden met familiebetrekkingen en nauwe relaties, welke de betrokken persoon aan het land waar hij woonachtig is binden.

(c) De Verdragsluitende Partijen komen in dezelfde geest overeen, dat de uitleiding zich zal uitstrekken tot de echtgenoot(e) en kinderen van de persoon, die bijstand geniet.

Artikel 12

(a) De Verdragsluitende Partij die wordt verzocht de uitleiding van degene die bijstand geniet te accepteren, kan zulks niet weigeren op grond van het feit, dat de nationaliteit niet is vastgesteld, wanneer deze persoon in het bezit is hetzij van een paspoort van de Verdragsluitende Partij, hem verstrekt door een administratieve instantie daarvan, dan wel van een bewijs van inschrijving, hem verstrekt door een diplomatieke of consulaire vertegenwoordiger van die

Partij, uitdrukkelijk vermeldende dat de houder de nationaliteit bezit van de genoemde Verdragsluitende Partij.

(b) Bij gebrek aan zodanig bewijs en indien het land van herkomst niet erkent, dat degene die bijstand geniet de nationaliteit van dat land bezit, moeten de redenen van afwijzing binnen dertig dagen aan het land van verblijf worden kenbaar gemaakt.

Artikel 13

(a) Wanneer tot uitleiding is besloten, zullen de diplomatieke of consulaire autoriteiten van het land van herkomst (zo mogelijk drie weken van te voren) in kennis worden gesteld van de uitleiding van hun onderdaan.

(b) De autoriteiten van het land van herkomst zullen de autoriteiten van het land of de landen van doorreis tijdig op de hoogte stellen.

(c) De kennisgeving van uitleiding (formulier zie Bijlage IV) vermeldt de dag, de tijd en de plaats waar de persoon, die bijstand geniet, zal worden overgegeven, de sterkte van het benodigde geleide en het middel van vervoer dat zijn gezondheidstoestand vereist.

(d) De centra, waar deze personen worden overgegeven zullen worden vastgesteld bij overeenkomsten tussen de bevoegde autoriteiten van het land van verblijf en van het land van herkomst.

Artikel 14

(a) De bevoegde administratieve instanties van het land van verblijf en de diplomatieke en consulaire autoriteiten van het land van herkomst kunnen rechtstreeks correspondentie voeren ter uitvoering van de bepalingen van het Verdrag en van dit Accoord.

(b) Bij de toepassing van dit Accoord kunnen de bevoegde centrale administratieve instanties eveneens rechtstreeks correspondentie met elkander voeren.

Artikel 15

De Verdragsluitende Partijen zullen elkander langs diplomatieke weg, en de Secretaris-Generaal van de Permanente Commissie van het Verdrag van Brussel, verwittigen van iedere wijziging in hun wettelijke maatregelen voorzover deze betrekking hebben op de Bijlagen I, II en III, welke de wetten en maatregelen aangeven, die van kracht zijn.

Artikel 16

Elk geschil tussen twee of meer Verdragsluitende Partijen, hetwelk zich bij de uitlegging of uitvoering van dit Accoord voordoet, zal overeenkomstig de procedure, neergelegd in Artikel 10 van het Verdrag worden opgelost.

Artikel 17

Dit Accoord zal ten aanzien van elke Verdragsluitende Partij in werking treden op dezelfde dag, en van kracht blijven gedurende dezelfde tijdsduur als het Verdrag.

Artikel 18

De Verdragsluitende Partijen kunnen bij bilaterale overeenkomst overgangsmaatregelen vaststellen ter behandeling van gevallen waar bijstand werd verleend, voordat het Verdrag en het onderhavige Accoord in werking treden.

Artikel 19

De Regeringen van België, Frankrijk, Luxemburg en Nederland zullen de nodige maatregelen treffen om op de datum waarop het Verdrag in werking treedt op te zeggen:

het Verdrag tot wederzijdse bijstand, ondertekend op 30 November 1921, tussen België en Frankrijk;

het Verdrag tot wederzijdse bijstand, ondertekend op 4 Januari 1923, tussen Frankrijk en Luxemburg;

het Verdrag tot wederzijdse bijstand, ondertekend op 17 Juli 1923, tussen België en Luxemburg;

het Verdrag tot wederzijdse bijstand, ondertekend op 15 Mei 1936, tussen België en Nederland.

Ten blijk van waarvan de ondergetekenden, behoorlijk gemachtigd door hun onderscheidenlijke Regeringen, dit Accoord hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, de zeventiende April 1950, in de Franse en de Engelse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van het Secretariaat-Generaal van de Permanente Commissie van het Verdrag van Brussel, van welk exemplaar door de Secretaris-Generaal aan elk der Regeringen, die dit Accoord hebben ondertekend, een gewaarmerkt afschrift zal worden gezonden.

Voor de Regering van België:

(w.g.) PAUL VAN ZEELAND.

Voor de Regering van de Franse Republiek:

(w.g.) SCHUMAN.

Voor de Regering van Luxemburg:

(w.g.) JOS. BECH.

Voor de Koninklijke Nederlandse Regering:

(w.g.) STIKKER.

Voor de Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) E. SHINWELL.

BIJLAGE I

Lijst van wettelijke bepalingen betreffende bijstand, als bedoeld in Artikel 1

België

Wet van 27 November 1891 betreffende openbare steun, gewijzigd bij de Wetten van 14 Juni 1920 en 8 Juni 1945.

Frankrijk

Wet van 15 Juli 1893 (Gratis medische bijstand).

Verordening van 31 October 1945 (Anti-tuberculose campagne).

Wet van 30 Juni 1838 (Bijstand aan krankzinnigen).

Wet van 14 Juli 1905 (Bijstand aan ouden van dagen, invaliden of ongeneeslijk zieken).

Wet van 2 Augustus 1949 (Bijstand aan blinden en ernstig invaliden in het gedeelte handelende over bijstand en herscholing).

Besluit van 29 Juli 1939, zoals dit is gewijzigd (Bijstand aan het gezin).

Wet van 14 April 1943 (Bijstand aan jonge kinderen).

Luxemburg

Wet van 28 Mei 1897 betreffende vestiging.

Wet van 7 Augustus 1923, die de scholing van blinden en doofstommen verplicht stelt.

Nederland

Wet van 27 April 1912 („Armenwet”).

Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland

1. *Groot-Britannië*

National Assistance Act 1948.

National Health Service Acts 1946 en 1949.

National Health Service (Scotland) Acts 1947 en 1949.

2. Noord-Ierland

- National Assistance Act (Northern Ireland) 1948.
 Welfare Service Act (Northern Ireland) 1949.
 Health Services Act (Northern Ireland) 1948.
 Mental Health Act (Northern Ireland) 1948.
 Public Health (Tuberculosis) Act (Northern Ireland) 1946.
-

BIJLAGE II

Lijst van personen die beschouwd worden als „onderdanen en daarmee gelijkgestelde personen” in de zin van het Verdrag

België

Onderdanen van België en van de Belgische Congo.

Frankrijk

Onderdanen van het grondgebied van Frankrijk in Europa, van het Departement Algiers en van Overzeese Departementen en gebieden („de nationalité française”).

Luxemburg

Personen, die de Luxemburgse nationaliteit bezitten („de nationalité luxembourgeoise”).

Nederland

Personen, die de Nederlandse nationaliteit bezitten („Nederlandse nationaliteit”).

Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland

Burgers van het Verenigd Koninkrijk en Koloniën.

N.B. Het tussen aanhalingstekens geplaatste geeft de bewoordingen op paspoorten en dergelijke aan.

BIJLAGE III

Lijst van bewijsstukken voor verblijf als bedoeld in Artikel 4*België*

Identiteitsbewijs voor vreemdelingen, of uittreksel uit het vreemdelingenregister of uit het bevolkingsregister.

Frankrijk

„Carte de séjour” voor vreemdelingen.

Luxemburg

Identiteitsbewijs voor vreemdelingen.

Nederland

Uittreksel uit het vreemdelingenregister of uit het bevolkingsregister.

Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland

Uittreksel uit het centrale vreemdelingenregister of vermelding in het vreemdelingenpaspoort of reisdocument voor vreemdelingen.

BIJLAGE IV (a)

Kennisgeving van uitleiding

(Deze kennisgeving, voorgeschreven in Artikel 13 van het Aanvullend Accoord ter uitvoering van het Verdrag betreffende sociale en medische bijstand, ondertekend op 7 November 1949 door de Vijf Mogendheden, welke partij zijn bij het Verdrag van Brussel, moet de diplomatieke of consulaire autoriteiten van het land van herkomst zo mogelijk *drie weken vóór* de voor de uitleiding vastgestelde datum bereiken.)

1. Naam en voornamen van degene aan wie bijstand wordt verleend:
2. Geboortedatum:
3. Geboorteplaats:
4. Land van herkomst:
5. Tegenwoordig adres van degene aan wie bijstand wordt verleend:
6. Namen van de ouders:
7. Geboorteplaats en -datum van de vader en de moeder van degene aan wie bijstand wordt verleend:

8. Burgerlijke staat (gehuwd, ongehuwd of gescheiden):
9. Wanneer hij of zij getrouwd is: plaats en datum van het huwelijk, en wanneer later gescheiden, van de scheiding:
10. Naam en voornamen van echtgenoot(e):
11. Geboorteplaats en -datum van echtgenoot(e):
12. Kinderen: namen, geboortedata en -plaatsen:
13. Documenten, waaruit de nationaliteit van degene, aan wie bijstand wordt verleend, blijkt (Paspoortnr., uitgegeven te op door of bewijs van inschrijving in het Register):
14. De persoon aan wie bijstand wordt verleend, bevindt zich in het land van verblijf sinds ¹⁾:
15. Aard van de bijstand welke de persoon in kwestie geniet ²⁾:
16. Grootte van het bedrag dat als bijstand wordt verstrekt (maandelijkse bijstand thuis of dagvergoeding in een hospitaal of gelijksoortige inrichting):
17. Conditie waarin de persoon in kwestie moet reizen:
zittende
liggende
bijgestaan door verpleegsters
18. Gelieve dag, uur, plaats van uitleiding en overneming van de persoon aan wie bijstand wordt verleend, aan te geven:
19. Strekt de uitleiding zich uit tot de echtgenoot(e) en de kinderen van degene aan wie bijstand wordt verleend? Zo ja, gelieve het aantal uit te leiden personen te vermelden:
20. Gegevens betreffende de geldelijke toestand van de persoon aan wie bijstand wordt verleend, en van personen die verplicht zijn in zijn onderhoud te voorzien:
21. Korte vermelding van redenen tot uitleiding:
22. Heeft de betrokkene zijn goedkeuring gehecht aan de uitleiding?:
23. Heeft hij familiebetrekkingen in het land van verblijf?:

Te, de

(Zegel en ondertekening van instantie,
welke om uitleiding verzoekt):

¹⁾ Wanneer degene, aan wie bijstand wordt verleend, het land van verblijf binnengekomen is vóór het bereiken van de 55-jarige leeftijd, moet het verblijf korter zijn dan 5 jaar; bij binnenkomst na deze leeftijd korter dan 10 jaar. Wat betreft kinderen beneden de zestien jaar is het voldoende dat de vader, de moeder, de voogd of de persoon, die de zorg voor het kind heeft, aan deze voorwaarden aan het verblijf verbonden voldoet.

²⁾ Als het een zieke betreft (in hospitaal, sanatorium of psychiatrische inrichting), een invalide of een ongeneeslijk zieke, gelieve een gedetailleerd medisch attest bij te sluiten, aangevende of de betrokken persoon vervoerbaar is, de aard van de ziekte en haar vermoedelijke duur.

BIJLAGE IV (b)

Kennisgeving van doorreis van behoeftige personen

(in te vullen door de autoriteiten van het land van herkomst en te richten aan de autoriteiten van het land van doorreis)

(Deze kennisgeving bedoeld in Artikel 13 van het Aanvullend Accoord ter uitvoering van het Verdrag betreffende sociale en medische bijstand, ondertekend op 7 November 1949 door de Vijf Mogendheden, welke partij zijn bij het Verdrag van Brussel, moet de diplomatieke en consulaire autoriteiten van de landen van doorreis bereiken zo mogelijk *een week* voorafgaande aan de vastgestelde dag waarop de uit te leiden persoon zich door het betreffende land zal begeven.)

1. Naam en voornamen van de persoon aan wie bijstand wordt verleend:
2. Geboortedatum van de persoon aan wie bijstand wordt verleend:
3. Komende van:
4. Zich begevende naar:
5. Gezondheidstoestand van de persoon aan wie bijstand wordt verleend:
 - lichamelijke ziekte,
 - geestelijke ziekte,
 - tuberculeus ¹⁾
6. Lichamelijke toestand waarin de persoon aan wie bijstand wordt verleend moet reizen:
 - zittende,
 - liggende,
 - vergezeld door verpleegsters ¹⁾
7. Naam en voornamen van echtgenoot(e):
8. Geboorteplaats en -datum van echtgenoot(e):

Indien de persoon aan wie bijstand wordt verleend vergezeld wordt door zijn of haar kinderen, op te geven:
9. Naam en voornamen, geboorteplaatsen en -data van de betreffende kinderen:
10. Documenten welke de nationaliteit van de persoon aan wie bijstand wordt verleend aangeven (Paspoort Nr., uitgegeven te, de door, of bewijs van inschrijving):

¹⁾ Doorhalen wat niet van toepassing is.

11. Gelieve de datum, tijd en plaats van uitleiding en overneming van de persoon aan wie bijstand wordt verleend, aan te geven:

Te, de

(Zegel en ondertekening van de bevoegde instantie van het land van herkomst)

BIJLAGE IV (c)

Ontvangst van kennisgeving van uitleiding

(in te vullen door de autoriteiten van het land van herkomst en terug te zenden naar de autoriteiten van het land van verblijf)

Gezonden door Regering

Aan de Regering

Op

Die uitgeleid zal worden op

Op het spoorwegstation van om (uur)

Vergezeld door¹⁾

Bijgestaan door²⁾

Lichamelijke toestand waarin de personen aan wie bijstand wordt verleend, moet reizen:

zittende,
liggende,
vergezeld door verpleegsters³⁾

Te, de

(Zegel en ondertekening van de bevoegde instantie van het land van herkomst)

¹⁾ Echtgenoot, echtgenote, kinderen.

²⁾ Zo nodig, aantal verpleegsters.

³⁾ Doorhalen wat niet van toepassing is.

G. INWERKINGTREDING

Het Accoord zal ingevolge artikel 17 voor Nederland, België en Groot-Britannië en Noord-Ierland op 27 April 1951 in werking treden.

J. GEGEVENS

De tekst en de vertaling van het bovenstaande Accoord werden 7 September 1950 reeds medegeedeeld aan de Staten-Generaal (Bijlagen *Handelingen Tweede Kamer 1949—1950*, 1799, No. 6).

De tekst van het op 17 Maart 1948 te Brussel gesloten Verdrag tussen Nederland, België, Frankrijk, Groot-Britannië en Noord-Ierland en Luxemburg, naar welk Verdrag in de preambule van het bovenstaande Accoord wordt verwezen, is bekend gemaakt in *Staatsblad* No. I 519.

De tekst van het op 7 November 1949 te Parijs tussen Nederland, België, Frankrijk, Groot-Britannië en Noord-Ierland en Luxemburg gesloten Verdrag betreffende sociale en medische bijstand, op welk Verdrag het bovenstaande Accoord een aanvulling is, is opgenomen in *Staatsblad* No. K 556. (Zie ook *Tractatenblad* 1951 No. 20.)

De tekst van het op 15 Mei 1936 te 's-Gravenhage tussen Nederland en België gesloten Verdrag betreffende de onderstand en de terugleiding van behoeftigen, welk Verdrag ingevolge artikel 19 van het bovenstaande Accoord moet worden opgezegd, is bekend gemaakt in *Staatsblad* 1937, No. 23.

De wet van 27 April 1912 tot regeling van het armbestuur, naar welke wet in Bijlage I van bovenstaand Accoord wordt verwezen, is opgenomen in *Staatsblad* 1912, No. 165 (later gewijzigd).

Uitgegeven de zeventiende Maart 1951.

De Minister van Buitenlandse Zaken.
STIKKER.